

## **Compte-Rendu du Conseil Municipal du 1<sup>er</sup> septembre 2009**

**Nombre d'élus : 23**

**En fonctions : 23**

**Présents : 21**

**Etaient présents:** Mmes GAUGIN - PALUCCI - MAHIEU - M. NAVROT - DHIOS - NICOLAY Adjoints.

Mmes HERZHAUSER - PATRICOLA - CUSUMANO - ANDRE - FLORI - ANTOINE  
M. PERRET - BRABLE - KAUFFER - VINCENT - QUINIO - TISON – CORTINA – OMINETTI - Conseillers.

**Absents :** Mme DILLER - M. LORANG

**Date d'envoi de la convocation : 25 août 2009**

*Secrétaire de séance : Madame FLORI*

### **Ordre du Jour**

1. Approbation compte rendu du Conseil Municipal du 09 juillet 2009
2. Affaires scolaires – Participation aux charges de fonctionnement des écoles publiques de Marly.
3. Gouvernance de la Communauté d'Agglomération de Metz Métropole
4. Participation de la commune aux frais de trajet des écoliers de Scy-Haut.
5. Résultat d'appels d'offres.
  - a) réfection toiture Salle de l'Esplanade
  - b) élagage des peupliers rue de l'Etang
  - c) contrat de dératisation.
6. Aménagement du Ruisseau de la Fontaine
  - a) résultat de l'appel d'offres
  - b) demande de subvention à l'agence Rhin-Meuse
  - c) demande de subvention au Conseil Général
7. AS SCY-CHAZELLES – Demande de subvention
8. Impôts directs – Décisions éventuelles à intervenir.
9. Groupe scolaire Bernard Rabas – contrat de fourniture de gaz naturel
10. Demande de subvention au Conseil général pour poteaux incendie
11. Droit de préemption urbain
12. Ville de Montigny – Rapport annuel sur l'eau 2008
13. SME – Rapport annuel 2008 du service public de l'eau potable
14. Divers

### **1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 9 JUILLET 2009**

Aucune observation n'ayant été formulée, le compte rendu de la réunion du 9 juillet 2009 est approuvé.

## 2) PARTICIPATION AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PUBLIQUES DE MARLY

### Rapporteur : Madame ANTOINE

Madame ANTOINE rappelle que l'article L 212-8 du code de l'éducation nationale détermine les conditions et les modalités de répartition des charges de fonctionnement des écoles publiques accueillant des enfants résidant dans une autre commune. Elle rappelle également les situations dans lesquelles la commune de résidence, sans que l'accord du maire ne soit obligatoire, est tenue de participer aux charges de fonctionnement de l'école de la commune d'accueil.

C'est le cas lorsque la commune de résidence n'a pas de capacité suffisante, lorsque l'enfant poursuit son cycle scolaire (maternel ou primaire) commencé durant l'année scolaire précédente dans la commune d'accueil et lorsque l'inscription de l'enfant est motivée soit par des contraintes liées aux obligations professionnelles des parents, soit par la scolarisation d'un frère ou d'une sœur dans l'établissement scolaire, soit par des raisons médicales.

Puis elle donne lecture du courrier de la ville de Marly sollicitant de la commune une participation financière aux frais de scolarité de 450 € pour un enfant de Scy-Chazelles.

Madame ANTOINE propose au Conseil d'appliquer le principe de réciprocité et de demander à la ville de Marly une participation financière identique par enfant de Marly scolarisé dans la commune.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** de participer aux charges de fonctionnement des écoles publiques de la ville de Marly selon le tarif en vigueur.
- **applique** le principe de réciprocité et demande à la ville de Marly un montant équivalent pour les jeunes de Marly scolarisés dans la commune.

Adopté à l'unanimité.

## 3) GOUVERNANCE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE METZ METROPOLE

### Rapporteur : Monsieur le Maire

Lors de sa séance du 25 mai 2009, le Conseil de Communauté a décidé d'engager la réforme statutaire portant sur la modification de la représentation des communes composant la communauté d'agglomération.

La modification des règles de répartition des sièges s'appliquera à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 de la façon suivante :

Metz	35 titulaires et 18 suppléants
Montigny-lès-Metz :	7 titulaires et 4 suppléants
Woippy :	5 titulaires et 3 suppléants
Marly :	4 titulaires et 2 suppléants

Moulins-lès-Metz, Ars-sur-Moselle, Le Ban-Saint-Martin, Longeville-lès-Metz : **3 titulaires et 1 suppléant**

Saint-Julien-les-Metz, Augny, Scy-Chazelles, Plappeville, Amanvillers, Chatel-Saint-Germain, Lorry-les-Metz, Saint-Privat-la-Montagne, Saulny, Rozerieulles : **2 titulaires et 1 suppléant**

Lessy, Laquenexy, Cuvry, Ars-Laquenexy, Noisseville, Vaux, La Maxe, Vantoux, Pouilly, Coin-les-Cuvry, Pournoy-la-Chétive, Gravelotte, Vernéville, fey, Marieulles, sainte-Ruffine, Jussy, Nouilly, Chieulles, Vany, Coin-sur-Seille, Mey : **1 titulaire et 1 suppléant.**

Le Conseil de communauté comprendra alors 105 titulaires et 63 suppléants.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire invite le conseil Municipal à délibérer sur cette modification statutaire. Il rappelle au conseil que les trois délégués de la commune ont voté pour cette modification lors de la réunion du conseil de communauté.

Il rappelle que jusqu'à présent, la commune était représentée par 3 délégués sur 170 et qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, elle sera représentée par 2 délégués sur 105.

→ Monsieur CORTINA souhaite savoir combien cela représente en termes d'économie. Monsieur QUINIO explique que d'après ses calculs et en partant sur la base des indemnités attribuées actuellement, cela pourrait représenter une économie de 420 000 € par an.

→ M. le Maire intervient en précisant qu'à ce jour, on ne peut connaître ce montant. En effet, Monsieur NICOLAY rappelle que chaque conseil va devoir réélire deux délégués. Les 105 délégués élus, éliront à leur tour les vice-présidents et qu'ensuite seulement, le vote concernant les attributions aura lieu. Il précise que l'enveloppe globale des indemnités actuelles ne correspondait pas au maximum autorisé. Les personnes qui seront donc indemnisées l'an prochain, même si elles sont en nombre inférieur, pourraient éventuellement gagner plus et donc il n'y aurait pas d'économie. C'est une hypothèse possible. Monsieur le Maire ajoute que, si les économies sont de 400 000€, ce ne sera que 400 000€ sur 2 227 000 000 € !

→ Monsieur QUINIO demande à prendre la parole afin de faire un rappel :

*« Je n'ai pas l'intention d'engager un long débat, ni de polémiquer sur ce point concernant la modification de la gouvernance de Metz Métropole, mais mettre ce point à l'ordre du jour en présentant les modifications à intervenir, et en précisant que les trois délégués de la commune de Scy-Chazelles se sont prononcés pour cette modification me semble être un raccourci plus que rapide.*

*Je veux simplement rappeler que ce point n'arrive pas à l'ordre du jour de notre conseil comme cela, par hasard, aujourd'hui, mais que depuis plus d'une année un certain nombre de délégués communautaires, dont je fais partie, ont demandé une modification de cette gouvernance, dans un esprit d'équité et d'exemplarité.*

*Je suis fier et heureux, qu'aujourd'hui, nous puissions enfin, effectuer le premier acte d'un changement significatif de la gouvernance de notre agglomération. Cela n'est qu'un début, car la loi, dans les années à venir, va profondément changer et l'organisation et les compétences (à un moindre niveau) des intercommunalités.*

*Je me prononcerai donc d'une façon très claire pour cette modification. Elle n'est pas parfaite, mais elle va dans le bon sens*

*Par contre, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, compte tenu de la diminution du nombre de vice présidents (de 48 à 20), il me semblerait opportun que les postes de vice présidents soient occupés par des maires et rien que par des maires. Avec la réduction du nombre de vice présidents, le temps me semble dépassé où des adjoints au maire de la commune la plus importante en nombre d'habitants, peuvent prétendre occuper plusieurs postes de vice présidents.*

*Je ne serai plus délégué de notre commune à Metz Métropole dans quelques mois. Bien sûr, je mentirais en vous disant que cela m'est égal, car j'étais fier de pouvoir représenter une partie de notre population et de travailler sur des dossiers importants pour l'avenir de notre agglomération.*

*Je souhaite à la future assemblée de Metz Métropole de travailler en ayant toujours à l'esprit, lors de chaque prise de décisions, le bien être de l'ensemble de ses habitants. »*

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**accepte** la modification des règles de répartition des sièges à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 telle qu'énoncée ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

#### **4) PARTICIPATION DE LA COMMUNE AUX FRAIS DE TRAJET DES ECOLIERS DE SCY-HAUT**

##### **Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que lors du précédent conseil, celle-ci avait décidé à la majorité de participer à hauteur de 50 % du coût des frais de transport des écoliers de Scy-Haut allant au groupe scolaire Bernard Rabas.

Le 19 Août dernier, il a reçu en compagnie de Mesdames GAUGIN et FLORI, trois parents d'élèves qui ont manifesté leur mécontentement quant à la décision prise et ont exposé les problèmes auxquels ils doivent faire face suite à ce choix. Une pétition signée par une soixantaine de personnes lui a été remise.

→ Monsieur le Maire précise qu'il a tenu compte de leur souhait et qu'il a préconisé à l'ensemble des membres du conseil de revoir leur position et d'accepter une participation communale de 75 %. Cela a été débattu en réunion de bureau ainsi que lors d'une réunion qui s'est déroulée avant ce conseil.

→ Madame PALUCCI souhaite intervenir sur la question.

Elle se réjouit de la fin d'une disposition qui, pour assurer le transport de quelques enfants, a été très onéreuse pour la collectivité (l'équivalent de 400.000 euros sur plus de vingt ans)

Elle regrette que la polémique qui oppose quelques parents de Scy-haut à la municipalité et son exposition médiatique porte atteinte à la réalité de la politique scolaire de la Municipalité.

Trois points essentiels placent Scy-Chazelles à la pointe des équipements scolaires des écoles du département, qu'en sa qualité de formatrice à l'IUFM de Metz-Montigny, elle a presque toutes visitées.

La présence d'une cantine réservée aux élèves de la maternelle et du primaire, intégrée dans l'enceinte de l'école, offrant une nourriture de qualité, est un service inestimable et rare proposé aux parents et aux 60 élèves qui la fréquentent régulièrement.

La Bibliothèque, remarquablement équipée en livres et albums pour la jeunesse, animée par un personnel qualifié, propose des manifestations culturelles (expositions, venue d'écrivains, théâtre) ; elle développe ainsi un contact privilégié entre les enfants et les livres, les habituent à la fréquentation des lieux publics de lecture. C'est un service rare.

L'aménagement d'une salle spacieuse, calme, lumineuse permettra, à partir de la rentrée, aux enfants en difficulté scolaire et aux intervenants du RASED, de trouver un lieu de travail favorable; ce qui n'est pas le cas dans de nombreuses écoles qui utilisent des lieux de fortune

Pour mémoire, enfin, elle rappelle que la Municipalité maintient à bout de bras une école maternelle à Scy-Haut, estimant qu'il est important que les petits restent dans leur environnement proche et que la municipalité de Scy-Chazelles a été pionnière dans sa catégorie en matière d'activités périscolaires et d'activités estivales proposées aux enfants.

Enfin, l'école Bernard Rabas a été équipée d'une salle informatique performante.

→ Monsieur le Maire approuve cette intervention et précise qu'il fera part de ces arguments dans un courrier qu'il adressera à l'ensemble des signataires de la pétition. Il précise par ailleurs que dans la pétition, il était écrit que « ...remplacé par un transport payant et à la charge des parents », ce qui est absolument faux puisque la commune avait décidé lors de son conseil du 9 juillet de participer à hauteur de 50 %.

→ Monsieur NICOLAY trouve que cela est inadmissible et que les termes de la pétition auraient dû être exacts afin que les familles signataires ne jugent pas sur une fausse information.

→ Madame ANTOINE qui s'était entretenue en juillet avec ces mêmes parents se dit extrêmement déçue par cette pétition. Elle avait proposé en juillet une participation de la commune à 75 % mais compte tenu des nouveaux éléments, elle souhaite que cette participation ne concerne que l'année 2009-2010. Les citoyens doivent se prendre en charge et ne pas être continuellement assistés.

→ Monsieur le Maire considère que la commune a été solidaire pendant 26 ans d'une décision d'une ancienne municipalité, et que 50 % de participation était un compromis raisonnable. Une pétition basée sur une fausse information est indigne.

→ Monsieur NICOLAY précise qu'il souhaite que soit spécifié que cette participation de 75 % est exceptionnelle et accordée à titre transitoire pour l'année scolaire 2009-2010.

→ Monsieur BRABLÉ souhaite également que cela soit une condition à l'acceptation des 75 % car il n'y a aucune raison de favoriser certaines familles.

→ Mme MAHIEU précise qu'elle accepte de revoir sa décision prise il y a un peu plus d'un mois et changera son vote aux mêmes conditions.

→ Monsieur NICOLAY précise que le Conseil général ne met en place un transport scolaire que pour une distance Domicile-Ecole supérieure à 3 km. Que dans notre cas, les enfants de Scy-Haut les plus éloignés sont à environ 1 km, et que ceux du Baoëton sont à environ 800 m et ceux venant du lotissement de la Prairie à 750 m. Le relief des lieux n'entre pas en considération.

→ Monsieur QUINIO, quant à lui, informe qu'il ne révisera pas sa décision pour les raisons suivantes :

« 1) Aucune manifestation ne pourra remettre en cause un principe inviolable du droit français qui est celui de l'égalité d'accès aux services publics.

*Le principe d'égalité implique qu'aucune distinction ne soit faite entre usagers quant à l'accès au service public comme au service rendu lui-même. Chacun doit être à même de bénéficier des prestations du service public sans se trouver en position d'infériorité en raison de sa condition sociale, de son handicap, de sa résidence ou de tout autre motif tenant à sa situation personnelle ou à celle du groupe social dont il fait partie.*

*Le Conseil d'Etat, dans une jurisprudence constante, considère que la discrimination tarifaire entre usagers d'un même service public **implique**, à moins qu'elle ne soit la conséquence d'une loi, qu'il existe entre les usagers des différences de situation **appréciables** ou que cette mesure soit justifiée par une nécessité d'intérêt général en rapport avec l'objet ou les conditions d'exploitation du service.*

*Ainsi, est-il possible, par exemple, pour une collectivité territoriale, sans méconnaître le principe d'égalité entre les usagers du service public, de consentir des tarifs différenciés ou des droits d'inscriptions différents selon les ressources de la famille, pour des activités à caractère facultatif telles que une crèche, une cantine scolaire, une école de musique.....*

*Même si ce n'est pas directement les TCRM qui pratiquent des tarifs discriminatoires, la participation communale envers une certaine catégorie de population pour alléger le coût de l'abonnement, sans justifications suffisantes au regard du critère des « différences de situation appréciables », a le même effet en entraînant une discrimination tarifaire non justifiée.*

*Elle est injuste pour le reste des élèves fréquentant l'école primaire de notre commune.*

*En effet, comment justifier que des enfants habitant « le Baöeton » par exemple, à 800 mètres des écoles, ou encore des enfants habitant « la Prairie » à 750 mètres des écoles ne puisse pas bénéficier de cette participation communale, alors que les enfants du village le peuvent parce que leur domicile est en moyenne distant de l'école d'environ 1 000 mètres ?*

*Ces enfants « du bas » seraient en outre doublement punis, en tout les cas pour ceux qui utilisaient déjà les transports en commun. Ceux la payaient déjà leur abonnement aux TCRM, alors que le transport était gratuit pour les enfants du village depuis des années, et en plus maintenant, ils continueraient à payer leur abonnement sans participation communale, alors que ceux du village seraient subventionnés !*

*Personne ne s'est inquiété jusqu'à ce jour « des charges financières lourdes et pérennes » des familles de Scy-Chazelles bas qui assument peut être depuis plusieurs années, des frais de transport en commun de leurs enfants !*

*Et si quelqu'un me dit que sans doute, aucun enfant de notre commune habitant la partie basse n'utilise les transports en commun pour se rendre à l'école ; alors je répondrais que les enfants du haut peuvent maintenant faire de même puisque les parents d'autres enfants ont su trouver les solutions pour permettre à leurs enfants de se rendre à l'école sans solliciter des subventions communales.*

*Je ne peux donc accepter de me prononcer pour une solution inique et illégale, à moins qu'elle soit modifiée en précisant que :*

- Tous les enfants scolarisés en école primaire à Scy-Chazelles qui en feront la demande, pourront bénéficier d'une aide communale au transport
- Cette aide sera fixée individuellement en fonction des ressources de la famille.

3) Enfin, je crois vraiment que les enfants scolarisés dans notre commune ont beaucoup de chance. Les parents n'en sont peut être pas tout à fait conscients : Bibliothèque, médiathèque, périscolaire, cantine, activités estivales. Qu'ils regardent ailleurs et ils seront vite convaincus de la différence. »

→ Monsieur le Maire invite le conseil à rejeter cette proposition de subventionner tous les élèves. Cela serait une bombe à retardement car nous ne sommes plus dans un Etat de Droit mais de « droits acquis » ce qui est tout à fait différent.

→ Mme PATRICOLA, dans un souci d'apaisement va modifier également son vote du 9 juillet.

→ Mme PALUCCI demande à ce qu'il soit tenu compte dans les années à venir des ressources des familles.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** de participer au transport des élèves de Scy-haut se rendant à l'école Bernard Rabas par la ligne 105 à hauteur de 75 % pour l'année scolaire 2009-2010 et précise que cette décision est exceptionnelle.

Adopté par 19 voix pour - 2 voix contre (Messieurs QUINIO et NAVROT).

## 5 A) RESULTATS D'APPELS D'OFFRES – REFECTION TOITURE SALLE DE L'ESPLANADE

**Rapporteur** : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY informe l'Assemblée qu'un appel d'offres a été effectué auprès d'entreprises dans le cadre des travaux de réfection de la toiture (façade arrière) de la salle de l'Esplanade.

En effet, le bâtiment connaît bon nombre de malfaçons et dès qu'il pleut l'eau s'infiltre par le plafond dans la salle et les pièces arrière.

3 entreprises ont répondu.

Nom de l'entreprise	Montant HT	Montant TTC	Option	Total HT	Total TTC
TOITURES de l'EST	10 678.32	12 771.26	2 057.03 HT soit 2 460.24 TTC	12 735.35	15 231.50
SCHMITT	15 757.00	18 845.37	1 996.00 HT soit 2 387.22 TTC	17 753.00	21 232.59
DURIVAL TOITURE	11 892.50	14 223.43	2 585.76 HT soit 3 092.26 TTC	14 478.26	17 315.69

La commission d'appel d'offres réunie le 30 juillet dernier propose de retenir l'offre de l'entreprise TOITURES de l'EST moins disante et plus complète dans le descriptif des travaux.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

❖ **entérine** la proposition de la Commission d'Appel d'Offres.

❖ **autorise** le Maire à signer le contrat et les avenants éventuels.

Adopté à l'unanimité.

## 5 B) RESULTAT D'APPELS D'OFFRES – ELAGAGE DES PEUPLIERS RUE DE L'ETANG

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Monsieur NICOLAY fait part au Conseil de l'urgence de procéder à l'élagage des peupliers Rue de l'Etang. En effet des branches saines plus ou moins importantes se brisent lors des orages et l'une d'entre elles a même causé un accident grave en blessant un enfant.

Nom de l'entreprise	Montant HT	Montant TTC
VOLTIGE	7 458	8 919
A BOUT D'BRANCHE	9 100	10 883.60
ONF	21 186	25 338.46

La Commission d'Appel d'Offres réunie le 30 juillet dernier propose de retenir l'offre de l'entreprise Voltige moins disante.

→ Mme PALUCCI pense qu'il serait souhaitable que l'élagage ait lieu à partir de fin octobre. Cela sera précisé dans la commande.

→ Monsieur QUINIO précise que sachant que c'est la société VOLTIGE qui s'est vu confier par l'architecte de l'époque les travaux de toitures de la salle de l'Esplanade, vu les malfaçons que l'on connaît et considérant que la remise en état va coûter à la commune (voir le point ci-dessus) environ 13 000 € TTC, il propose que la commune retienne pour l'élagage des arbres la seconde offre.

→ Monsieur NAVROT répond par le fait qu'il s'agit là de travaux complètement différents et qu'on ne peut maintenant évincer une entreprise sur cette seule raison. Monsieur NICOLAY ajoute que la société VOLTIGE est maintes fois intervenue dans la commune pour de l'élagage et très rapidement et que nous en avons toujours été satisfaits. Les travaux de la salle de l'Esplanade et les malfaçons qui sont apparues ne sont pas de leur seul fait. En plus des infiltrations de la toiture, d'autres travaux, non réalisés par VOLTIGE, sont aussi en cause.

→ Monsieur CORTINA propose, dans l'attente de l'élagage des arbres en octobre, et considérant le potentiel danger toujours existant en cas de fort vent, de signaler le danger de part et d'autre de la rue de l'Etang.

→ Concernant le nettoyage du terrain derrière la société VOLTIGE Voie de la Liberté, Monsieur BRABLÉ précise qu'il a reporté le délai imposé à l'entreprise au 30 septembre prochain, à la demande de Monsieur CHICHE, compte tenu de la charge de travaux que connaît l'entreprise à cette époque.

→ Monsieur le Maire ajoute qu'il émet des doutes quant au sérieux de cet engagement.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **entérine** la proposition de la Commission d'Appel d'Offres ;
- **autorise** le Maire à signer le contrat et les avenants éventuels.

Adopté par 18 voix - 1 voix contre (M. QUINIO) - 2 abstentions (Mme PALUCCI – M. TISON)

## 5 C) RESULTAT D'APPELS D'OFFRES – CONTRAT DE DERATISATION

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Monsieur NICOLAY fait part au conseil que la commune était liée, en ce qui concerne la dératisation, par un contrat d'un an, renouvelable par tacite reconduction, à l'entreprise « Les Laboratoires de l'est ». L'entreprise a été avertie que nous souhaitons mettre fin à ce contrat au 31 décembre prochain et ce, afin de pouvoir relancer un appel d'offres.

Deux sociétés ont remis leurs propositions.

Nom de l'entreprise	Montant HT	Montant TTC
3DPRO Services	343.20	410.47
Les Laboratoires de l'Est	580	693.68

La commission d'appel d'offres réunie le 30 juillet dernier propose de retenir l'offre de l'entreprise Les Laboratoires de l'Est car le devis de 3DPRO Services ne comprend pas le traitement des cours d'eau et des réseaux d'égouts.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- ⇒ **entérine** la proposition de la Commission d'Appel d'Offres.
- ⇒ **autorise** le Maire à signer le contrat et les avenants éventuels.

Adopté à l'unanimité.

#### **6 A) AMENAGEMENT DU RUISSEAU DE LA FONTAINE – RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES**

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Un appel d'offre a été passé afin de faire réaliser une étude globale relative à la renaturation du ruisseau de la Fontaine.

Un seul bureau d'étude a fait une proposition. Et 3 entreprises ont répondu par la négative, à savoir HYDRATEC, SINBIO et ASCONIT.

Nom du bureau	Montant HT	Montant TTC
GEREEA	14 255	17 048.98

Monsieur NICOLAY précise que la commission d'appel d'offres réunie le 16 juin dernier propose de retenir le bureau d'études GEREEA et demande à l'agence Rhin Meuse de bien vouloir vérifier cette offre.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- ❖ **entérine** la proposition de la Commission d'Appel d'Offres.
- ❖ **autorise** le Maire à signer le contrat et les avenants éventuels.

Adopté à l'unanimité.

#### **6 B) AMENAGEMENT DU RUISSEAU DE LA FONTAINE – DEMANDE DE SUBVENTIOON A L'AGENCE RHIN-MEUSE**

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Monsieur NICOLAY informe le Conseil que l'Agence de l'Eau Rhin Meuse est susceptible de subventionner cette étude, à hauteur de 50%.

Le coût estimé de cette étude est de 14 255 € HT.

Il précise qu'une demande de subvention sera aussi faite auprès du Conseil Général qui pourrait octroyer une aide de 20 %.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **sollicite** l'Agence Rhin Meuse pour l'octroi d'une subvention.
- **demande** à l'Agence Rhin Meuse de bien vouloir l'autoriser à démarrer l'étude avant l'octroi de la subvention.



➤ **précise** que la part non subventionnée sera prise sur les fonds propres de la commune.

Adopté à l'unanimité.

### **6 C) AMENAGEMENT DU RUISSEAU DE LA FONTAINE – DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL GENERAL**

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Monsieur NICOLAY informe le Conseil que le Conseil général pourrait subventionner cette étude, à hauteur de 20% au titre du « Pacte Environnement ».

Le coût estimé de cette étude est de 14 255 € HT.

Il précise qu'une demande de subvention a été faite auprès de l'Agence Rhin Meuse qui pourrait octroyer une aide de 50 %.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **sollicite** le Conseil Général pour l'octroi d'une subvention.
- **demande** l'autorisation de démarrer l'étude avant l'octroi de la subvention.
- **précise** que la part non subventionnée sera prise sur les fonds propres de la commune

Adopté à l'unanimité.

### **7) AS SCY-CHAZELLES – DEMANDE DE SUBVENTION**

**Rapporteur : Mme GAUGIN**

Madame GAUGIN informe l'Assemblée du dépôt en mairie du dossier de demande de subvention de l'AS SCY-CHAZELLES pour l'année 2009/2010 pour un montant de 2 000€.

Elle donne lecture du bilan financier de l'année 2008/2009 qui laisse apparaître un excédent de 339.12 €. Le budget prévisionnel s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 10 000 €.

Mme GAUGIN rappelle que l'an passé, il avait été demandé à l'association de faire un effort de rigueur au niveau des écritures comptables (manque de précisions, report non effectué etc...), de s'investir lors de manifestations organisées par la commune afin d'obtenir des recettes supplémentaires et de faire un effort en faveur des jeunes sigéo-castellois par la constitution d'une équipe de jeunes.

Il est malheureusement regrettable que ces demandes n'aient pas été entendues et qu'aucune proposition n'ait été faite à la commune.

→ Monsieur QUINIO remarque que tous les ans, la commune demande à cette association plus de sérieux dans la tenue de ces comptes et une participation à l'animation du village et que ce n'est jamais suivi dans les faits. Il demande donc que l'on revoie le montant de la subvention et demande à ce qu'un membre du conseil fasse partie du comité directeur.

→ M. BRABLÉ propose que l'on soit plus sévère cette année et que l'on ne verse pas de subvention.

→ Monsieur le Maire précise que des progrès sont faits tous les ans dans la présentation du budget.

Cette solution ne peut être retenue. Il est important que le club vive malgré tout et l'aide de la commune leur est nécessaire.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** d'octroyer une subvention de 2 000 € à l'AS SCY-CHAZELLES pour l'année 2009/2010.

Adopté par 13 voix pour  
8 voix contre

(Mmes PALUCCI – MAHIEU – ANTOINE – ANDRE – PATRICOLA – M. BRABLE – KAUFFER – QUINIO)

## **8) IMPOTS DIRECTS – DECISIONS EVENTUELLES A INTERVENIR**

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que les délibérations relatives à la fiscalité directe locale doivent être adoptées, sauf cas particuliers, avant le 1<sup>er</sup> octobre de cette année pour être applicables au 1<sup>er</sup> janvier de l'an prochain.

Elles demeurent toutefois valables tant qu'elles n'ont pas été modifiées ou rapportées.

Comme l'an passé, Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur les exonérations, abattements ou impositions qu'elle souhaiterait modifier.

Il rappelle les différentes décisions prises les années passées.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**vote** le statu quo.

Adopté à l'unanimité.

## **9) GROUPE SCOLAIRE BERNARD RABAS - CONTRAT DE FOURNITURE DE GAZ NATUREL**

**Rapporteur : Monsieur DHIOS**

Monsieur DHIOS informe le Conseil que le contrat de fourniture de gaz pour le site du groupe scolaire Bernard Rabas arrivera à échéance le 01/09/09 et ne comporte pas de clause de tacite reconduction. En conséquence, il est nécessaire de signer un nouveau contrat de fourniture de gaz naturel. Une proposition a été transmise par Gaz de France. Les conditions ont été optimisées au mieux en tenant compte des opportunités que les marchés énergétiques présentent actuellement.

Monsieur DHIOS rappelle que le Conseil avait déjà délibéré le 31 mars 2009 mais cela concernait le contrat de fourniture de gaz naturel des ateliers municipaux.

Il précise que ce nouveau contrat aura une durée de 3 ans reconductible afin de laisser le choix au client de changer de fournisseur. Ce présent contrat arrivera donc à échéance au 31/08/2012.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**accepte** les termes du nouveau contrat de fourniture gaz qui engage la commune jusqu'au 31/08/2012.

Adopté à l'unanimité.

## **10) DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL GENERAL POUR POTEAUX INCENDIE**

**Rapporteur : M. NICOLAY**

Monsieur NICOLAY informe l'Assemblée que suite à la tournée des sapeurs pompiers dans le but de vérifier le bon fonctionnement des poteaux incendie, la SAUR vient de transmettre un devis de

remplacement des poteaux sis 19 rue de la Cheneau et 20 rue de la passerine au droit de l'école maternelle.

Le devis s'élève à 4 994.76 € HT soit 5 973.74 € TTC.

Ces travaux étant susceptibles d'être subventionnés par le Conseil Général, un dossier peut être déposé auprès des services de celui-ci. Toutefois, en raison de l'urgence des travaux, la commune demande l'accord de bénéficier d'un démarrage anticipé des travaux.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

→ **autorise** le Maire à effectuer une demande de subvention auprès du Conseil Général pour le remplacement de ces deux poteaux incendie.

→ **demande** au Conseil général l'autorisation d'effectuer les travaux avant l'octroi de la subvention.

Adopté à l'unanimité.

### 11 A) DROIT DE PREEMPTION URBAIN

**Rapporteur: Monsieur BRABLE**

Monsieur BRABLE informe le Conseil que le Maire n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

Terrain bâti	section 9, n°129	rue Alfred Pichon
Terrain bâti	section 10, n°24, 17, 43	rue de la Prairie
Terrain bâti	section 4 n°211	rue Robert Schuman

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**prend acte** de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain pour les biens cités ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

### 11 B) ACQUISITION DE TERRAINS SUR LE SECTEUR CLASSE DU MONT SAINT QUENTIN – DECISION A INTERVENIR

**Rapporteur: Monsieur BRABLE**

Monsieur BRABLE porte à la connaissance de l'Assemblée les courriers du Département de la Moselle informant la commune de la vente de terrains situés sur le périmètre du droit de préemption instauré au titre des Espaces Naturels Sensibles sur le site classé du Mont Saint Quentin.

Si l'achat de ces terrains intéresse la commune, il convient de prendre une délibération et d'en informer le Conseil Général qui nous délèguera le droit de préemption.

Monsieur BRABLE précise qu'il s'agit des terrains sis en section 8 n°161, 162 et 166, Chemin des Cents Livres pour une contenance totale de 1 ha 06a 32 ca en section 1 n°61 et 70, derrière la Tour d'une contenance 86 a 94 ca et appartenant à la succession Pichon.

→ Mme PALUCCI précise que la délégation du droit de préemption du Conseil Général doit permettre à la Commune de mettre en place un programme cohérent d'acquisition foncière sur trois zones à définir précisément : les zones classées A.O.C, la zone classée au nord du village, actuellement partiellement cultivée, et la zone des coteaux de la ZPPAUP, au sud de la route de Lessy Elle précise que ces zones se trouvent partiellement dans le périmètre Natura 2000.

Ceci est conforme à l'esprit du Grenelle de l'environnement et de notre PADD (plan d'aménagement développement durable) qui vise, à la protection des zones naturelles (coupures vertes entre zones

urbaines, protection des points de vue, couloirs écologiques) et à la réhabilitation des espaces agricoles périurbains de qualité, actuellement délaissés et en friche.

Pour les zones AOC, il s'agirait de réhabiliter un vignoble de qualité. Pour les deux autres, de restaurer le petit maraîchage, d'installer des jardins familiaux, d'implanter des vergers et la culture traditionnelle des petits fruits. Il s'agit aussi de lutter contre l'étalement urbain et de maintenir une coupure verte entre les villages de Scy et Lessy.

Les politiques d'aménagement du territoire doivent dépasser l'alternative : urbanisation ou friches. La réhabilitation des espaces naturels et agricoles périurbains est ressentie actuellement non comme une utopie passéiste mais comme une nécessité sociale, économique et environnementale.

→ Monsieur BRABLÉ explique que le Conseil Général peut subventionner ces achats mais que la subvention est plafonnée à 3000€/ha.

Puis il demande à l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur l'acquisition de ces terrains.

→ Monsieur le Maire demande à ce que France Domaines soit consulté afin de connaître la valeur vénale de ces biens. La décision définitive sera prise dès que le prix estimé sera connu et que le conseil sera de nouveau consulté.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **donne** un accord de principe pour l'acquisition des terrains susdits.
- **demande** qu'une évaluation soit faite par France Domaines.
- **sollicite** le Conseil Général de la Moselle pour la délégation de son droit de préemption et une demande de subvention.
- **autorise** le Maire à signer la convention entre la Commune et le Département précisant les conditions et obligations de la commune pour pouvoir bénéficier de la délégation de préemption et de l'aide à l'acquisition

Adopté à l'unanimité.

## 12) RAPPORT ANNUEL SUR L'EAU 2008 – VILLE DE MONTIGNY

**Rapporteur : Monsieur QUINIO**

Monsieur QUINIO porte à la connaissance du conseil le rapport annuel sur l'eau de l'exercice 2008 en application de l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités territoriales.

Il rappelle que l'exploitation du service des eaux a été déléguée en affermage à la SAUR par contrat en date du 30 mars 1993. Le service assure la production et la distribution des communes de Montigny-les-Metz, Marly, Moulins-les-Metz, Augny, Chatel-Saint-Germain et Scy-Chazelles (zone basse) du village).

Monsieur QUINIO précise qu'en application du décret n°2007-675 du 2 mai 2007, il a été introduit dans le rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau et d'assainissement des indicateurs de performance. Ce dispositif offre aux services un référentiel pour les engager dans une démarche de progrès et pour donner au public des éléments d'explication du prix de l'eau.

### **Quelques chiffres sur la commune :**

Nombre d'habitants desservis : 1 150  
 Nombre d'abonnés : 393  
 Volumes consommés en 2008 : 67 981 m<sup>3</sup>

### **Qualité de l'eau :**

En 2008, 98 analyses bactériologiques et 101 analyses physico-chimiques ont été réalisées par le Laboratoire Départemental. La DDASS a déclaré l'eau d'excellente qualité bactériologique et conforme aux

exigences réglementaires pour les paramètres physico-chimiques, les substances indésirables, les substances toxiques et les pesticides.

**Tarifs :**

Abonnement annuel (15m/m) : 9.36 €  
 Prix au mètre cube consommé : 0.7984 €/m<sup>3</sup>  
 Redevance modernisation des réseaux de collecte – Agence de l'Eau : 0.3 €/m<sup>3</sup>  
 Redevance prélèvement – Agence de l'Eau : 0.0351 €/m<sup>3</sup>  
 Redevance pollution – Agence de l'Eau : 0.424 €/m<sup>3</sup>  
 HAGANIS (assainissement) : 1.23 €/m<sup>3</sup>  
 TVA : 5.5 %

Monsieur QUINIO précise que le document est tenu à la disposition du public en Mairie.

Le Conseil Municipal prend acte du document.

### **13) SME - RAPPORT ANNUEL 2008 DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE**

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire donne connaissance au conseil de la synthèse du rapport annuel 2008 du service public de l'eau potable, établi sur la base des informations transmises par la Société Mosellane des Eaux qui dessert l'eau potable sur le territoire de la commune.

Il précise que le rapport est à la disposition des administrés en Mairie de Metz à la Mission Gestion externes.

**Quelques informations :**

Le service des Eaux de la Ville de Metz assure l'alimentation en eau potable de plusieurs communes et partiellement Scy-Chazelles. La gestion de ce service a été confiée à la Société Mosellane des eaux par un contrat de type affermage en date du 23 juin 2003 pour une durée de 15 ans avec date d'effet au 1<sup>er</sup> juillet 2003.

**Les missions de la SME :**

- Assurer la production, le transport et la distribution de l'eau potable nécessaire aux besoins de 31 455 abonnés en 2007 sur 28 communes (Scy-Chazelles compte 445 abonnés en 2008) pour la fourniture au détail et 17 collectivités, établissements publics ou tiers situés à l'extérieur du périmètre d'affermage (vente en gros de manière continue ou en secours).
- Assurer l'exploitation notamment l'entretien et la surveillance des installations
- Réaliser les travaux mis à la charge du fermier par contrat
- Conduire les relations avec les usagers du service
- Assurer le financement et la réalisation de travaux concessifs.

Qualité de l'eau : nombre d'analyses effectuées (prélèvements à la source, sur l'eau produite et sur l'eau distribuée)

	Contrôle officiel	Surveillance par le délégataire
analyses bactériologiques	1999	2271
analyses physico-chimie	7014	5945

Le taux de conformité en 2008 s'établit à 100 % pour les paramètres bactériologiques et à 98.06 % pour les paramètres physico-chimiques (dépassements de la référence qualité pour le carbone Organique Total).

Le Conseil Municipal prend acte de ce document.

**14) DIVERS****OBJET : Projet de PLU****Rapporteur : M. BRABLÉ**

Monsieur BRABLÉ informe l'Assemblée que l'enquête publique sur le projet de révision du POS en PLU aura lieu du lundi 28 septembre au vendredi 30 octobre 2009.

Le commissaire enquêteur désigné par le Tribunal Administratif de Strasbourg est Monsieur LEINEN demeurant à SIERCK les BAINS. Il recevra en mairie les jours suivants :

- Lundi 28 septembre 2009, de 10 h à 12 h 30
- Mardi 6 octobre 2009 de 10 h à 12 h 30
- Jeudi 15 octobre 2009 de 14 h à 17 h
- Mercredi 21 octobre 2009 de 10 h à 12h 30
- Vendredi 30 octobre 2009, de 15 h à 17 heures

Le public pourra également lui adresser ses observations écrites à l'adresse de la mairie pendant toute la durée de l'enquête.

Séance levée à 21 h 30

SCY-CHAZELLES, le 4 septembre 2009

La secrétaire de séance  
Suzanne FLORI

Le Maire  
Jacques STRAUB